

1904 - 10

---

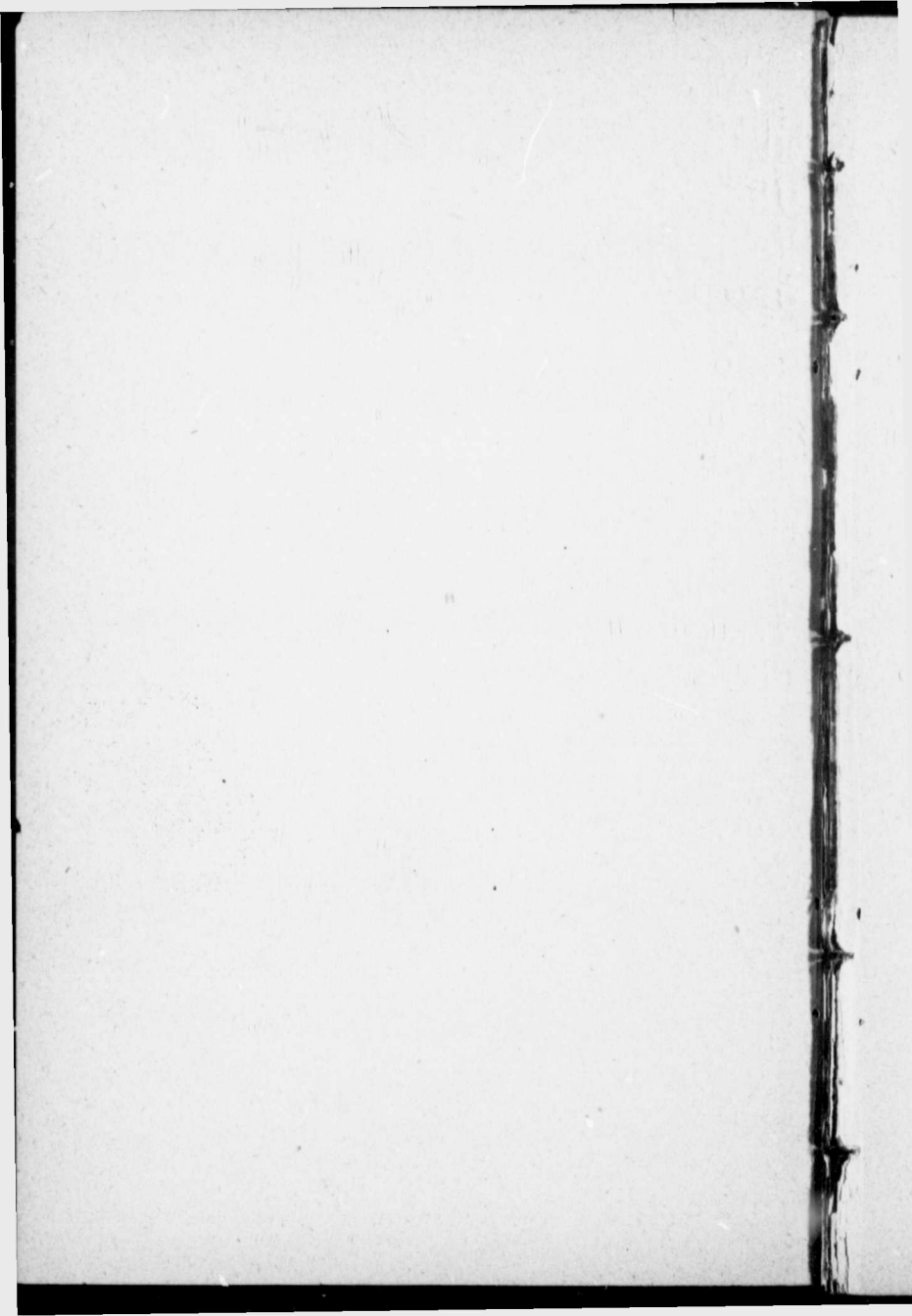
---

UN PROBLÈME D'ECONOMIE SOCIALE

**L'Enseignement Agricole.**

---

---



mo-csp

UN

# Problème d'Économie Sociale

---

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

---

par J. C. CHAPPAIS

---

EXTRAIT DE LA REVUE CANADIENNE



LA CIE DE PUBLICATION DE LA REVUE CANADIENNE  
Montréal, Canada



LA DERNIERE GERBE, par M. MAURICE LEMOINE.

01-CRC  
1904  
-10

1904-10





## UN PROBLEME D'ECONOMIE SOCIALE

*Divina natura dedit agros, ars humana  
œdificavit urbes. Varro, Res. Rom., III, 1.*  
La divine nature nous a donné les champs,  
l'art de l'homme a bâti les villes.

### I

**L** est une question qui a déjà fait le sujet de bien des discussions et de bien des écrits de la part de nos économistes, mais dont la solution ne paraît pas encore avoir été trouvée. Cette question, c'est celle que fait naître le courant qui entraîne une si grande partie de la population de nos campagnes vers les villes et les centres manufacturiers, au détriment de l'agriculture.

Pour justifier le titre qui se lit en tête de la présente étude, il faut commencer par prouver que cette question est bien un problème d'économie sociale et, premièrement, bien définir certains des termes dont il y a lieu de se servir pour arriver à sa solution. D'abord, qu'entend-on par économie sociale? C'est la science des conditions morales

et matérielles des sociétés dans leurs relations avec le travail, d'une part, et de l'autre part, avec la production, l'accumulation et la distribution des richesses. Si, maintenant, l'on recherche comment le travail amène dans la société la production d'abord, produit ensuite l'accumulation, puis nécessite enfin la distribution des richesses, l'on se trouve en face de trois grands principaux facteurs qui sont l'agriculture, l'industrie, le commerce. Bien que l'agriculture et l'industrie soient les deux grands producteurs et accumulateurs de la richesse sociale et que le commerce en soit le principal distributeur, il n'en est pas moins un fait acquis que, sans l'agriculture, les deux autres facteurs resteraient sans effet. Et, cela est facile à prouver. L'homme, quelle que soit sa position dans la société, quelle que soit l'action qu'il exerce sur elle, moralement ou matériellement, ne peut conserver son pouvoir de travailler à l'accomplissement de la mission que Dieu lui a confiée que lorsqu'il est en possession pleine et entière, non seulement de sa force morale, mais encore de sa force physique. Il lui faut se nourrir pour posséder cette force physique indispensable pour travailler et c'est pour cela que Dieu a institué l'agriculture la mère nourricière de la société. Tout ce qui concerne l'agriculture concerne donc directement l'économie sociale, et, partout et toujours, cette dernière est compromise dans son fonctionnement, lorsque l'agriculture souffre. Or, ce courant qui entraîne une grande partie de la population de nos campagnes vers les villes et les centres manufacturiers agit au détriment de l'agriculture et, conséquemment, de l'économie sociale.

Comme il est dit plus haut, cette question a été étudiée, scrutée même, minutieusement par nos économistes. On lui a assigné plusieurs causes telles que, entre autres, le luxe, l'ivrognerie, l'amour du plaisir, du bien-être, même l'esprit d'aventure qui serait un trait de notre caractère

national. Inutile donc de revenir sur l'étude de ces diverses causes du dégoût pour l'agriculture qui semble s'emparer d'une manière chronique de notre jeunesse des campagnes. Mais, il y a une autre cause qui n'a pas été mentionnée ou qui l'a été si peu qu'on ne l'a pas même discutée et qui, pourtant, paraît être l'une de celles qui expliquent le mieux ce dégoût qui deviendra désastreux dans ses effets sur la prospérité nationale, s'il continue à s'accroître. Quelle est cette cause qui n'est pas nouvelle, mais qui pourtant semble l'être pour bien des personnes auxquelles l'on a l'occasion de la communiquer?

C'est l'éducation! Ce n'est qu'avec hésitation que cette cause est mentionnée car, dans ce nouveau siècle qui sera probablement encore plus éclairé que celui qui vient de s'éteindre, faire mine de jeter un blâme quelconque sur l'éducation, c'est s'exposer à se faire moralement lapider. Et, pourtant, il est vrai que l'éducation est pour beaucoup dans l'abandon de l'agriculture par notre jeunesse agricole. Evidemment, ceci demande explication.

Il faut encore, ici, recourir aux définitions, afin d'être clair et bien compris. Il importe surtout de bien faire ressortir la différence qu'il y a entre les deux mots: instruction et éducation. Bien que, dans un certain sens, l'un puisse se prendre pour l'autre dans l'esprit de certaines gens, ils offrent, cependant, un sens distinct. Pour un grand nombre, l'instruction se limite à l'enseignement scolaire dont elle est synonyme. Pour ces mêmes personnes, le mot éducation a un sens beaucoup plus large et peut se définir ainsi: Action de développer les facultés physiques, intellectuelles et morales de quelqu'un. C'est dans ce sens qu'il est pris pour en parler ici et pour avancer que l'éducation ainsi comprise, telle qu'elle est donnée, très généralement, dans la famille et à l'école, à nos enfants de cultivateurs est l'une des causes de leur dégoût pour l'agriculture. Précisons.

Il y a environ cinquante ans, l'instruction était très peu répandue, en comparaison de ce qu'elle l'est aujourd'hui, dans la classe agricole. Le curé de la paroisse, de temps à autre, découvrait à l'école élémentaire un enfant remarquablement développé au moral et conseillait de lui faire donner une instruction supérieure, dont il faisait souvent lui-même les frais, dans l'espoir d'en faire une recrue pour le sacerdoce. Rarement il se trompait, mais, si la chose arrivait, alors, l'élu de la science devenait avocat, médecin ou notaire, et il est glorieux pour la classe agricole que l'on puisse proclamer que ce sont ces recrues de l'intelligence faites dans son sein qui nous ont donné presque tous nos grands hommes. Les autres enfants, après avoir acquis un léger bagage d'instruction, retournaient au sillon. Mais, peu à peu, les écoles se sont développées, des collèges commerciaux se sont ouverts, de nouveaux collèges classiques ont pris naissance. Enfin, l'instruction, ou l'enseignement proprement dit, a été mis à la portée de tout le monde. Pendant cette phase de développement, un autre phénomène se produisait dans un autre sens. Les bonnes terres d'autrefois s'épuisaient sous l'effet d'une mauvaise culture routinière. Le cultivateur s'appauvissait, prenait sa position en dégoût et cherchait à y soustraire ses enfants. Ceux-ci, attirés hors de leur milieu par la facilité des communications produite par l'ouverture des voies ferrées, entendant d'un côté leurs parents crier que l'agriculture est un pauvre métier, apprenant de l'autre, dans leurs voyages, à apprécier le travail des manufactures ou la pratique des professions libérales, poussés de plus vers une instruction supérieure par leurs propres parents qui ne manquaient pas de leur dire que c'est l'acheminement vers une bien meilleure position que celle de cultivateur, se sont dirigés en foule vers l'école, l'académie, le collège où cette instruction leur était rendue facile. Le résultat

a été que l'agriculture a perdu, dans leur estime, la place qu'elle a réellement le droit d'occuper dans la société et qu'elle voit ses fils la priver du secours de leurs bras rendus impropres au travail de la terre, paralysés qu'ils sont devenus par l'instruction mal dirigée. Les mots "homme instruit" sont devenus l'antithèse du mot "cultivateur", et, cela à un tel point que, même aujourd'hui qu'il se produit une certaine réaction contre un tel état de choses, il faut à un homme instruit une forte dose d'indépendance morale et même de courage pour se faire agriculteur et cela parce que, d'une part, le cultivateur non instruit se moque des cultivateurs qui, soit disant, prennent leur science agricole dans les livres et que, de l'autre part, les gens instruits prennent en pitié celui qui, à leur point de vue, gaspille sa science en la consacrant à l'agriculture. Et, qu'on ne dise pas que ce tableau est chargé. Ce sont choses prouvées par l'expérience de tous les jours. Préjugé que tout cela! disent les bien-intentionnés, et cela dit, ils ont tout dit. Préjugé, oui! mais, il ne suffit pas de le constater; il faut, de plus, chercher à le détruire. Comment? voilà la question.

En cherchant à répondre à cette question, il faut d'abord combattre un argument déjà opposé à ceux qui l'ont voulu discuter. "Vous prétendez," dit-on, "que c'est l'éducation qui détourne les fils de cultivateurs de l'agriculture. Alors, vous êtes contre l'éducation en agriculture." "Non," répondons-nous. "Nous sommes contre les fils de cultivateurs qui, étant instruits croient ne plus devoir faire, eux-mêmes, des cultivateurs. Nous sommes contre l'éducation donnée de telle façon qu'elle les éloigne de l'agriculture. Nous sommes contre le courant qui fait que nos collègues de campagne regorgent de fils de cultivateurs qui vont là chercher la science, pour devenir quelques-uns d'excellents prêtres ou des avocats, médecins et notaires d'avenir; mais la plupart, pour être dérobés à

l'agriculture et devenir des hommes de profession sans talent, sans vocation, qui encombrant les carrières dites libérales et dont la plus grande partie ne peuvent trouver d'autre occupation que celle de servir de caudataires à sa majesté plutonique. Parmi ceux-là, combien il y en a que le préjugé mentionné plus haut empêche de retourner au champ qu'ils n'auraient jamais dû quitter. Voilà contre quoi nous sommes. Par contre, nous sommes en faveur d'une éducation qui apprendrait au fils de cultivateur que l'agriculture est, après le sacerdoce, la plus noble des positions auxquelles un homme puisse aspirer; que l'agriculteur est d'autant meilleur cultivateur qu'il est plus instruit dans son art; que l'agriculteur instruit est le facteur le plus puissant de la prospérité nationale." Comment lui procurer cette éducation? Voilà le nœud du problème à résoudre. L'on va dire: mais, vous parlez de réformer un état de choses déjà loin. Tout est changé pour le mieux maintenant. L'on enseigne l'agriculture à l'école. L'on a de bons manuels d'agriculture à mettre entre les mains des instituteurs, des institutrices. Ils sont obligés, par les règlements, d'enseigner la matière de ces manuels. Et puis, nous avons des écoles d'agriculture. Tout ceci est vrai. Mais, comment cela fonctionne-t-il? Vous mettez un manuel d'agriculture dans les mains d'une maîtresse d'école de dix-huit ans et vous lui dites d'en faire la matière de leçons à ses élèves, de temps en temps. Elle le fera. Mais, si vous l'interrogez sur le résultat obtenu, elle vous répondra: comment voulez-vous que nous ayons du goût à enseigner une chose que nous ne connaissons que par à peu près et que, surtout, nous puissions y intéresser nos enfants? Vous avez des écoles d'agriculture. Oui! Demandez aux professeurs qui les dirigent ce qu'ils pensent de plusieurs du nombre fort restreint des enfants qu'on leur envoie à peu près incapables d'écrire sous dictée le cours théorique donné avant le

cours pratique et qui, trop peu instruits pour bien saisir le sens des choses enseignées, sortent de l'école sans avoir appris grand'chose et s'en vont ensuite servir d'arguments à ceux qui crient contre la science en agriculture et qui les citent comme exemple de la prétendue inefficacité de ces écoles.

Il manque donc quelque chose à tous ces efforts qui ont été faits et qui se font encore pour faire aimer l'agriculture aux enfants de la campagne et pour les conserver à cet état si beau, si noble, mais qu'ils savent si peu apprécier. Comment trouver ce quelque chose? En prenant pour point de départ de sa recherche cet axiome accepté par tous les éducateurs: "Il faut que chacun soit instruit selon le milieu dans lequel il doit vivre." C'est un axiome dont l'application est si bien faite en une phrase écrite il y a déjà quelques années dans un travail sur l'éducation, dû à la plume d'un de nos hommes politiques alors en vue, que cette phrase mérite d'être citée ici:

" Si une société bien constituée doit former par de vigoureuses études ceux de ses jeunes citoyens qui sont destinés à composer ce qu'on peut appeler le corps dirigeant de la nation, il est non moins important de pénétrer nos populations rurales de l'idée que ce ne peut être que le petit nombre qui ait à acquérir les soins d'une éducation supérieure et que, d'un autre côté, la plupart des enfants, dans nos campagnes, étant destinés à faire des cultivateurs ou des artisans, il faut bien approprier l'enseignement primaire aux besoins de l'agriculture et des arts mécaniques."

Que l'on instruisse donc l'enfant de la campagne, mais qu'on lui donne l'éducation qui lui convient pour la position de cultivateur qu'il doit occuper plus tard. Cette éducation, elle doit se commencer dans la famille, se développer systématiquement à l'école primaire, à l'école supérieure, puis se compléter à l'école d'agriculture et

recevoir son complément final à l'université. Et, c'est cette dernière étape de cette éducation spéciale qui nous manque et qui fait que nous n'avons pas plus de succès dans nos tentatives d'instruire l'enfant d'agriculteur pour l'agriculture. Cet avancé peut paraître étrange, mais il est prouvé par les faits. Si l'on veut bien instruire, ayons de bons professeurs; si l'on veut avoir de bons professeurs, formons-les. Ceci est vrai pour l'éducation en vue de l'agriculture comme pour tout autre système d'éducation. La base du système dont il est actuellement question c'est donc la chaire agronomique et d'économie rurale à l'université. L'idée n'est ni nôtre, ni neuve. Elle a occupé l'esprit de plusieurs de nos économistes depuis longtemps déjà et surtout, ce qui ne doit pas nous étonner, de ceux qui s'y entendent le mieux à discuter les questions d'éducation, nos prêtres et nos religieux. En effet, à l'une des séances du congrès des cultivateurs tenue à Québec, dans l'année 1893, un vœu fut présenté devant la section de la "Diffusion des connaissances agricoles," et ratifié en réunion générale du congrès. Voici le texte de ce vœu présenté par feu M. l'abbé Montminy, président du congrès: "Que nos universités soient respectueusement priées d'étudier les moyens et de rechercher les éléments nécessaires pour créer chez elles des chaires d'agronomie et d'économie rurale, où seraient donnés des cours publics gratuits." En l'année 1899 s'est produit un autre mouvement montrant chez ses auteurs l'idée dominante qu'il faut infuser l'amour de l'agriculture aux enfants de la campagne. Les révérends pères provinciaux des divers instituts de frères enseignants de notre province ont prié l'un de nos conférenciers agricoles de bien vouloir, dans ses courses de conférences, arrêter, quand la chose lui serait facile, dans leurs écoles de la campagne pour y donner une conférence à leurs jeunes élèves sur les avantages que l'agriculture offre comme carrière aux jeunes gens qui



fréquentent ces écoles. A la suite de ce mouvement, qui s'est fait d'une manière pour ainsi dire inaperçue, trente-neuf écoles ou collèges commerciaux ont été visités et la conférence en question a été donnée devant plus de six mille enfants. Un autre indice de la marche que fait, dans l'esprit de nos éducateurs, l'idée de la création de chaires agronomiques universitaires se trouve dans une résolution adoptée par messieurs les missionnaires agricoles de notre province réunis en convention publique au collège de Sainte-Anne de la Pocatière, le 17 juillet 1901, et qui se lit comme suit: "Il est résolu que les Missionnaires agricoles expriment respectueusement à Nosseigneurs les évêques et à tous ceux que la chose peut concerner le vœu que des chaires d'agronomie soient fondées à l'université Laval, tant à Québec qu'à Montréal, pour former des professeurs, conférenciers et agronomes capables de bien enseigner l'agriculture et de pourvoir à son avancement en cette province". Voici des preuves qui démontrent bien qu'il est dit avec raison, plus haut, que l'idée des chaires agronomiques universitaires n'est pas neuve, mais s'est imposée depuis longtemps déjà à ceux qui étudient sérieusement le problème de l'éducation des fils de cultivateurs pour l'agriculture.

Là nous semble se trouver la solution du problème que nous sommes à étudier. En créant de telles chaires dans nos universités nous ne ferons d'ailleurs que suivre le mouvement qui s'est fait ailleurs et grâce auquel, chaque année, de nombreux élèves, même quelquefois des nôtres, vont prendre leurs degrés en agriculture. Pour nous, la chaire agronomique deviendra le foyer où nous concentrerons la science et surtout l'expérience des quelques rares agronomes instruits que nous avons eus, hommes d'élite qui, ayant une véritable vocation agricole, ont fait maints sacrifices pour s'instruire alors que les sources d'instruction agricole faisaient presque complètement défaut, pour

trier dans les enseignements donnés dans les autres pays ce qui pouvait convenir à nos conditions économiques et à notre climat, pour faire les expériences indispensables à celui qui veut marcher sûrement dans la voie du progrès. Peu sont au fait de ce que cette étude, ces expériences leur ont coûté de labeur et de dévouement. Et, que nous en est-il resté cependant? L'on se souvient du nom de ces bienfaiteurs publics, l'on possède d'eux quelques écrits. Mais, où sont leurs adeptes, où sont ceux qu'ils ont formés à leur école? Il s'en trouve, mais, un fort petit nombre et cela parce que ces agronomes n'ont pas été mis à même de professer leur science dans des cours réguliers, au profit de la classe agricole. Eh bien, c'est à cela qu'il faut remédier. Profitons de la science de ces hommes pour la mettre à la portée de tous, au moyen de l'enseignement agricole universitaire, créons les chaires d'agronomie. En suivront les cours tous les élèves de nos écoles normales qui sont destinés presque tous à l'enseignement dans nos campagnes, tous les candidats inspecteurs d'écoles, tous les aspirants au poste de conférenciers agricoles, tous les futurs professeurs des écoles d'agriculture. Fréquenteront encore ces cours les jeunes gens instruits, possesseurs de grandes propriétés foncières rurales qu'ils tiennent de leurs parents, n'en retirant aujourd'hui qu'un maigre revenu, faute des connaissances voulues pour donner une direction éclairée à leurs fermiers. Et, parmi ces personnalités diverses et nombreuses qui auront accès à ces cours, nous avons l'espérance de trouver pour plus tard, de futurs hommes d'Etat et législateurs qui y auront puisé la connaissance des lois de l'économie rurale qui, la chose a été prouvée au commencement de ce travail, est l'une des bases de l'économie sociale dont les grands principes doivent régir la nation.

De ces chaires agronomiques, foyers de concentration de la science agricole, l'on verra alors cette science s'écou-

ler et se distribuer là où son influence est nécessaire. Les instituteurs, devenus maîtres de cette partie importante de l'enseignement à donner aux jeunes enfants de la campagne et comprenant bien, surtout, le grand rôle que joue l'agriculture dans la société, au point de vue des desseins de la Providence, inculqueront facilement à leurs élèves, et leur respect pour l'agriculture et les notions de cette grande science qu'ils posséderont. Alors, on enseignera la lecture en faisant lire des choses touchant à l'agriculture, on enseignera l'écriture en faisant copier comme exemples des axiomes agricoles, on prendra dans l'agriculture les exemples de la grammaire, les problèmes de l'arithmétique, on fera ressortir dans l'ensemble de l'enseignement primaire tout ce qui peut se rapporter à l'agriculture. Cet enseignement se continuera, en prenant du développement, dans les écoles secondaires, puis supérieures et enfin, l'on aura des sujets tout prêts à profiter de l'enseignement agricole proprement dit qui s'en iront en grand nombre à l'école d'agriculture au lieu de se diriger en foule, comme la chose arrive maintenant, vers l'atelier, la manufacture, le magasin de la ville.

Et puis, au-dessus de tout cela, il y aura un effet moral qui agira puissamment sur toute la classe agricole et la remettra à ses propres yeux, au niveau réel qu'elle doit occuper dans la grande société humaine, et qui a été indiqué plus haut. L'on dit, l'on redit à tout propos, en maintes occasions, surtout lorsqu'il s'agit de flatter l'amour-propre de la classe agricole dont le grand nombre de membres peut, à un moment donné, fournir un puissant moyen d'action, que l'agriculture est non seulement un métier, mais encore un art, une science et que le cultivateur qui pratique cet art, cette science occupe de droit l'un des degrés les plus élevés dans l'échelle sociale. D'aucuns se permettent de douter de la sincérité de ces affirmations si souvent répétées qui ne sont pas toujours con-

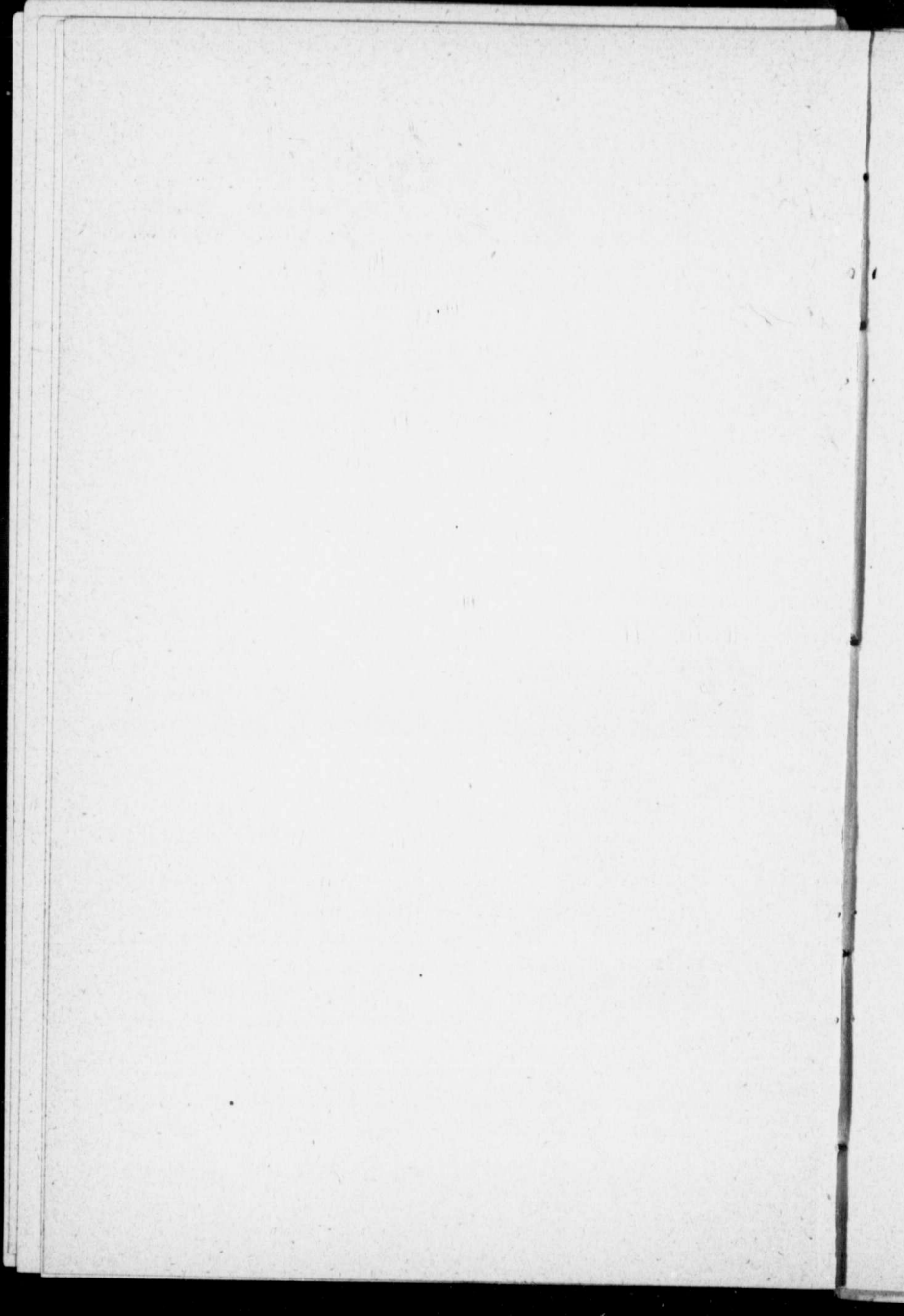
firmées par la considération réelle que ceux qui les font accordent en temps ordinaires au cultivateur. Or, la meilleure preuve qu'on pourra fournir que l'on considère réellement l'agriculture comme un art et une science d'une grande importance pour la société, c'est de lui donner rang parmi les autres arts, les autres sciences, d'en faire l'objet des mêmes attentions dans les cours universitaires, et au point de vue des études à faire, et au point de vue des degrés à obtenir par ceux qui les font.

Le problème d'économie sociale qui vient de faire l'objet de cette étude a été discuté avec des arguments que, évidemment, l'on croit concluants puisque l'on a cru devoir s'en servir. Il est certain que bon nombre de personnes partagent les opinions qui ont été émises à ce sujet. Il se peut que beaucoup d'autres ne les partagent pas. En tout cas, le problème existe, le mal que son défaut de solution cause augmente d'année en année. Le dernier recensement de la Puissance donne comme indication de la vérité de cette assertion le fait que la population rurale du Canada qui représentait en 1891, 71.3 pour cent, ne représente en 1901 que 62.3 de la population totale, soit une diminution de 9 pour cent, en 10 ans. Il importe donc de travailler à enrayer ce mal. La solution proposée semble propre à ce faire. Si elle ne l'est pas, qu'on étudie et qu'on en propose une ou plusieurs autres; mais, que ceux qui ont à cœur notre prospérité nationale s'occupent de la question, car elle est certainement d'un intérêt vital pour notre province.

Il ne reste plus qu'à souhaiter que, si la solution qui est ici proposée à ce difficile problème d'économie sociale semble bonne, il se trouve un ou quelque généreux donateurs, parmi les riches rois de la finance canadienne-française qui, à l'instar des millionnaires anglais dont la munificence apporte, chaque année, des dons royaux à nos universités anglaises, pensent à doter notre grande uni-

versité Laval, des sommes nécessaires à la fondation de ces chaires d'agronomie et d'économie rurale, à Québec et à Montréal. L'on ne saurait choisir, pour ce faire, un meilleur moment que celui où cette belle institution vient d'atteindre le cinquantième anniversaire de sa fondation.







*Omnium autem rerum, ex quibus aliquid acquiritur, nihil est agricultura melius, nihil uberius, nihil dulcius, nihil homine libero dignius.* (Cicero, de officiis, lib. : I, cap. XLII).

De tous les moyens d'acquérir des biens, il n'en est pas de meilleur, de plus fécond, de plus doux, de plus digne de l'homme libre, que l'agriculture.

## II

Dans la première partie de cette étude, il a été dit qu'on ne saurait être en mesure de donner aux fils de cultivateur l'éducation qu'ils doivent recevoir pour conserver le respect et l'amour de l'agriculture qui les préserveront ou qui les débarrasseront, s'ils l'ont déjà, du préjugé qui fait croire que, lorsqu'on est instruit, l'on ne doit pas faire un cultivateur, sans recourir à un moyen qui me paraît être la solution du problème discuté dans ce travail. Et, ce moyen, il semble tout indiqué, dans l'établissement dans nos universités, de chaires agronomiques où l'on pourrait donner des cours d'économie rurale et d'agronomie aux élèves de nos écoles normales, à nos inspecteurs d'écoles, à nos conférenciers agricoles, à nos professeurs d'agriculture de l'avenir, aux jeunes propriétaires riches en biens-fonds à faire valoir dans nos campagnes, mais



incapables de les mettre en rapport faute de science agromique, et, enfin, aux étudiants des professions libérales, destinées, pour un grand nombre, à vivre à la campagne, au milieu de nos populations rurales.

Ce moyen, il est approuvé par bon nombre de nos économistes, dans les classe dirigeantes de la société, et surtout parmi notre clergé éducateur. Mais, par contre, je dois dire qu'en certains quartiers, l'on semble oublier que, s'il est vrai que l'homme ne vit pas seulement de pain, il lui faut cependant, en premier lieu, du pain pour vivre. L'on paraît ne plus se souvenir que, si quelques hommes à l'esprit supérieur ont pu, en sortant des rangs de la classe agricole, atteindre les hautes sphères des connaissances et des jouissances intellectuelles, ils le doivent surtout au fait que ce sont les travaux agricoles de leurs pères qui les ont conduits là! Et, par suite de cet oubli, par suite du préjugé qu'on rencontre chez un trop grand nombre de gens instruits et qui perpétue la croyance que le cultivateur n'a pas besoin d'instruction, l'on en vient à écrire ce qui semble être une réponse aux demandes que nos éducateurs ont faites à nos universités de donner à l'agriculture, dans leur programme, le rang auquel elle a droit parmi les sciences et les arts qui sont l'objet de leur sollicitude. Je relève en effet, dans la plus jeune de nos revues littéraires l'idée suivante émise par un brillant jeune abbé, idée allant à dire que certaines sciences ne sauraient faire partie du programme de l'enseignement supérieur des sciences d'une université, mais sont plutôt du ressort des écoles de sciences appliquées. En émettant une telle idée, on oublie évidemment que l'agriculture a intérêt à ce que son rôle dans la société soit bien compris, non seulement de ceux qui iraient l'apprendre dans les écoles de sciences appliquées, mais encore et surtout de ceux qui sont appelés à donner la direction dans les études. Ce que ceux-là doivent connaître, c'est la philosophie de



l'agriculture, l'importance du rôle qui lui est assigné dans l'économie sociale, la nécessité qu'il y a d'amener la classe agricole à bien comprendre toute l'influence qu'elle exerce parmi les autres classes de la société. Or, ces connaissances, l'on peut fréquenter pendant des années une école de sciences appliquées, sans les acquérir. On forme bien dans ces écoles de bons ouvriers, mais non des hommes capables d'orienter la classe agricole vers les grands horizons qui lui sont ouverts lorsqu'elle reçoit la direction voulue. Quand l'on vient à étudier par le détail toutes les connaissances qu'il faut pour pénétrer à fond dans le domaine de la science agronomique, l'on s'aperçoit vite que ceux qui sont appelés à donner à notre classe agricole cette orientation, ont besoin de recevoir une éducation supérieure.

D'ailleurs, il est reconnu, maintenant, dans bien des pays, en dehors de notre province, qu'il est nécessaire d'enseigner l'agronomie à l'université et même au séminaire. Partant du principe qu'un homme instruit doit acquérir au collège des connaissances au moins élémentaires de toutes les sciences, afin de pouvoir, plus tard, se servir de la clé ainsi acquise pour pénétrer dans le domaine scientifique où il voudra se spécialiser, l'on admet que l'histoire naturelle et l'agriculture qui s'y rattache, tout spécialement par le sol, la plante et l'animal, ne sauraient être exclues de ce programme scientifique élémentaire. Ceci a été si bien compris par un professeur de science d'un grand séminaire de France, M. l'abbé Solanet, du diocèse de Mende, en Lozère, qu'il a cru devoir composer un cours complet de chimie agricole à l'usage de messieurs les ecclésiastiques dont il est le professeur. Voici quelques extraits de l'introduction qu'il a faite à son ouvrage et de l'approbation qu'il a reçue de son évêque pour l'avoir composé :

“ Pour justifier ”, dit l'auteur, “ combien l'enseignement de l'agriculture est, en ce moment, particulièrement opportun dans les séminaires, nous citerons les lignes suivantes détachées d'un article publié dans la semaine religieuse du diocèse de Mende, par son éminent directeur dont nous sommes heureux d'invoquer le témoignage.”

“ L'idée des syndicats agricoles est certainement juste. Si elle se développait et entrait sérieusement en pratique, elle serait le salut... Le syndicat vulgarise les idées fécondes, combat la routine, met en lumière les procédés nouveaux que la science a créés pour tirer du sol le plus de rendement possible.”

“ Il y a certainement de quoi attirer l'attention et exciter le zèle apostolique du prêtre sérieux... Tout est moyen pour sauver les âmes, aux mains des apôtres. Partez de ce principe: si vos paroissiens s'en vont à l'aventure, à travers le monde, demander à la grande ville le pain de chaque jour, aujourd'hui ou demain, tôt ou tard, eux et les leurs tomberont dans l'oubli de la religion. Il faut donc les retenir sur leur motte de terre et si vous voulez les retenir, il faut qu'ils y puissent vivre. Les syndicats agricoles, avec toutes les œuvres qui se groupent autour de leur ambiance sont un moyen efficace pour enrayer le mal. Les prêtres de nos campagnes ont là un grand rôle à remplir. Les moines ont sauvé le monde par le travail des champs. C'est par l'agriculture que les ouvriers de Dieu remettront la société sur ses bases.”

Que l'on remplace les mots “ syndicats agricoles ” dans ce qui précède par ceux de “ cercles agricoles ” et l'on trouve dans ces lignes l'application absolue des idées qui ont présidé à la réalisation de l'œuvre poursuivie par messieurs les missionnaires agricoles, dans nos campagnes.

Voici comment Mgr l'évêque de Mende a accueilli ce bon livre:

“ Vous avez voulu ”, dit-il à l'auteur, “ combler une lacune dans l'enseignement de la science agricole, en donnant une place à votre livre entre les gros traités peu pratiques, et les cours élémentaires trop succincts. Il me semble que vous avez pleinement atteint ce but par l'étendue de matières que vous embrassez, par les applications pratiques que vous poursuivez et aussi par le contrôle scientifique que vous avez trouvé auprès des professionnels les plus éminents.”

“ Fruit de vos longues études et de votre laborieux enseignement au grand séminaire, votre *“ Cours complet de chimie agricole ”* s'adresse tout particulièrement au clergé des campagnes, afin de l'aider par d'utiles conseils, à procurer, comme vous le dites, le perfectionnement moral et religieux des populations rurales qu'il est appelé à évangéliser.”

“ Pourquoi le prêtre ne se servirait-il pas de ses connaissances en agriculture pour conduire les âmes au bien et arrêter le dépeuplement de nos campagnes, en retenant leurs habitants au sol mieux cultivé et plus rémunérateur et en favorisant les associations agricoles qui seront pour eux, une sauvegarde matérielle et spirituelle.”

Voilà bien une voix d'évêque qui semble être l'écho fidèle de celle qu'ont fait entendre Nosseigneurs les archevêques et évêques de la province ecclésiastique de Québec lorsqu'ils ont institué l'œuvre des Missionnaires agricoles, cette œuvre au sujet de laquelle M. l'abbé Solanet nous écrivait les lignes suivantes: “ L'institution des missionnaires agricoles par vos vénérés évêques joint à l'établissement de chaires agronomiques dans des séminaires d'Italie et à l'enseignement agricole donné dans quelques séminaires de France indique une orientation nouvelle des études et de l'apostolat du clergé d'où il pourra résulter beaucoup de bien.”

Toutes les citations qui viennent d'être faites corroborent pleinement l'opinion émise qu'il y a nécessité d'introduire l'enseignement de l'agriculture dans tout notre système d'éducation, à commencer par l'université comprenant ici le grand séminaire, qui lui est affilié, opinion qui a été énoncée par un vœu formulé et adopté à l'unanimité dans une des conventions de Messieurs les Missionnaires agricoles.

L'on sera peut-être surpris de voir un professeur de grand séminaire inculquer à ses élèves ecclésiastiques l'idée de l'enseignement agricole comme devant faire partie de leur programme d'études. Mais, si l'on veut réfléchir quelque peu, l'on sera vite convaincu que, s'il est une classe qui, au point de vue d'une éducation spéciale propre à la rendre apte à remplir sa mission terrestre, mérite l'attention particulière des éducateurs et surtout des éducateurs religieux, c'est bien la classe agricole. Prenant la chose d'un point de vue élevé en dissertant sur les principes de l'éducation, voici ce que dit Lapeyre, dans un récent numéro de la *Revue du Monde catholique*:

“ Le but de la vie consiste à concourir à la perfection de l'œuvre de Dieu en perfectionnant notre vie et celle de nos semblables. La perfection de cette vie et la perfection de l'autre sont solidaires, connexes, étroitement dépendantes...”

“ Loin donc de se désintéresser de la vie présente, l'éducation doit s'intéresser à tout, s'y intéresser vivement...”

“ L'éducation doit donc nous apprendre à tirer de notre activité et de l'ensemble de nos facultés le maximum de vie pour les autres.”

“ De quoi vivent tous les hommes? Ils vivent d'abord de matières organiques dont la nature est trop avare pour qu'on puisse les obtenir sans travail, en quantité suffisante. Ces matières vitales, une fois créées par le travail,

risquent fort d'être accaparées par un certain nombre d'hommes disposés à s'en emparer par violence, par ruse ou autrement, ce qui condamne tous les autres à mourir de faim. Il y a donc des mesures à prendre pour empêcher cela."

"Ces mesures doivent être de deux ordres: d'ordre individuel ou privé et c'est ce qui constitue la vertu individuelle et d'ordre social ou public, ce qui comprend le fonctionnement de la justice publique et les organisations créées par l'inspiration des vertus chrétiennes."

"En conséquence, si nous voulons que, selon le vœu de Dieu, le plus grand nombre d'hommes possible puisse vivre sur la terre, convenablement, nous devons faire régner dans l'humanité trois grands principes, trois grandes règles ou lois:"

"1° La loi du travail. — Chaque homme doit se rendre le plus apte possible au travail, et travailler dans toute la mesure de ses forces et de ses facultés afin de créer la plus grande quantité possible de ressources vitales pour l'humanité!"

"2° La loi de la sobriété. — Chaque homme doit s'efforcer de restreindre sa consommation, en éliminant de ses dépenses tout ce qui ne contribue pas directement ou indirectement à la production ou à l'accroissement de la vie humaine... La loi de sobriété est donc le corollaire indispensable de la loi du travail. Les éléments de vie humaine créés par celle-ci, celle-là les ménage et en prévient la dilapidation."

"3° La loi de charité. — Il ne suffit pas que les produits *biogènes* soient créés par le travail de chacun et ménagés par la sobriété. Il y a beaucoup de personnes, qui à cause de leur âge, ou de leur état de santé, ou d'infirmité

tés diverses, ou de difficultés sociales au milieu desquelles elles se trouvent, ne peuvent pas travailler... Ces personnes-là ne peuvent vivre que de dons... Le sentiment qui préside à la distribution de ces dons s'appelle la charité... On voit que la loi de charité résume et implique les deux lois précédentes."

D'après cette citation de Lapeyre, on voit donc que l'éducation doit tendre à rendre l'homme travaillant, sobre et charitable. Or, est-il un homme plus naturellement enclin au travail, à la sobriété et à la charité que l'homme des champs, surtout si, dès son jeune âge on lui donne une éducation et, au cours de cette dernière, à mesure qu'il vieillit, une instruction qui le conserve à la culture de la terre? Nulle classe n'offre un plus beau champ au dévoué labeur de l'éducateur chrétien que la classe agricole parmi laquelle, toujours, le travail, la sobriété et la charité sont en honneur. N'a-t-on donc pas raison de chercher à remettre cette noble classe à son vrai niveau, en donnant une éducation agricole supérieure à ceux qui sont chargés de l'instruire et de la diriger, afin qu'eux-mêmes, pénétrés de l'importance du rôle qu'ils ont à jouer et comprenant bien ce que nous appelons la philosophie de l'agriculture, puissent en inculquer les principes à nos fils de cultivateurs, à tous les étages de leur éducation et de leur instruction.

Cette nécessité d'une éducation spéciale et d'une instruction de premier ordre en agriculture pour la jeunesse de la classe agricole est reconnue partout d'ailleurs. Un professeur australien, rapporte le *Journal du Département d'Agriculture de Victoria*, disait ce qui suit à l'adresse d'instituteurs réunis en convention au collège de Melbourne:

"La première chose à faire est de poser des principes et de démontrer des faits dont l'instituteur profitera pour

préparer des leçons attrayantes pour l'enfant de la campagne et utiles dans leur application à la vie rurale, tout en restant en strict accord avec les préceptes de l'enseignement moderne."

"Le but principal est d'inculquer à l'esprit de l'enfant des vérités indiscutables et l'objet final d'inspirer l'amour de la vie rurale à l'enfant en lui en faisant comprendre la beauté!"

C'est en Belgique surtout que l'on semble le mieux comprendre cette nécessité d'instruire en premier lieu, sur les choses de l'économie rurale et de l'agronomie, ceux qui sont chargés d'enseigner ces choses à la jeunesse de nos campagnes. On trouve que là le clergé est le plus avancé dans cette méthode, et les socialistes s'en plaignent en constatant que ça permet aux catholiques de garder au moyen de leur science agronomique acquise dans les collèges, les séminaires et les universités un puissant contrôle sur la classe agricole.

Max Turmann dit à ce sujet que les prêtres belges sont initiés dans les grands séminaires aux œuvres et institutions économiques. Avant leur entrée au séminaire, les futurs prêtres reçoivent, pour la plupart, un enseignement agronomique qui est donné dans un grand nombre de collèges ecclésiastiques. Cet enseignement est même subventionné par l'Etat. On a souvent demandé ce que les petits séminaires ont à voir avec un enseignement agronomique et l'on a répondu que ces petits séminaires sont des collèges très fréquentés, surtout par des jeunes gens de la campagne se destinant à la prêtrise ou s'intéressant spécialement aux choses de la campagne qui, dans toutes les carrières, leur seront pour l'avenir, d'une haute utilité.

Parmi les prêtres qui s'occupent d'œuvres rurales, aucun ne se contente des notions agricoles qu'il a reçues



sur les bancs du collège. Ils complètent leur instruction scientifique; plusieurs même acquièrent des diplômes officiels. Leur compétence est incontestée et elle est d'ailleurs, très réelle. Aussi grâce au clergé, ajoute encore Max Turmann, assistons-nous à une magnifique efflorescence d'institutions d'intérêt agricole. Les évêques belges ont publiquement encouragé leurs prêtres à se dévouer aux œuvres rurales. Ils ont fait plus que d'approuver et de conseiller. Plusieurs ont dressé des ecclésiastiques pour leur confier l'officielle mission de promouvoir et d'inspecter les associations et institutions rurales.

En France, en 1895, l'on a créé à l'Université un doctorat ès sciences politiques et économiques avec option, comme matière à étudier, entre l'économie rurale, l'économie industrielle ou l'économie coloniale. Aujourd'hui, neuf universités françaises donnent l'enseignement de l'économie rurale.

On va plus loin, maintenant, et l'on demande que cette étude soit rendue obligatoire dans la faculté de droit, avec examen aussi obligatoire. L'université de Rennes vient de créer une chaire botanique appliquée à l'agriculture.

Aux Etats-Unis, l'on a compris que, si l'on veut que les nombreux collèges d'agriculture qui existent là reçoivent un bon contingent d'élèves, il faut préparer ces derniers dans des écoles secondaires, afin que, avec une telle préparation, l'on puisse donner un enseignement agricole réellement supérieur dans les collèges. On trouve de ces cours préparatoires dans le Minnesota, le Nébraska, le Wisconsin, l'Alabama, la Californie, la Virginie et dans nombre d'autres Etats.

Il importe donc que, si nous ne voulons pas rester en arrière, notre province prenne les mesures nécessaires pour que nos fils de cultivateurs ne puissent plus dire qu'ils quittent la ferme parce qu'ils ne veulent pas se condamner à un travail d'ignorant pour toute leur vie. En



organisant notre instruction sur un pied agricole supérieur, nous ne mettrons pas de temps à démontrer à ces pauvres dévoyés de l'agriculture qui préfèrent à cette dernière la vie de la ville et de l'atelier, que le travail de la terre, au lieu d'être une besogne d'ignorant est celle qui exige le plus de connaissances. Un vieil Irlandais du nom de O'Brien avait été employé sur une ferme pour faire un fossé. Il s'était tellement bien acquitté de cette tâche que le propriétaire enthousiasmé lui dit: "O'Brien, ce fossé est un ouvrage digne d'un roi!" Le vieil Irlandais fit un salut respectueux et répondit: "Les O'Brien ont été rois autrefois." Par l'éducation agricole telle que nous la rêvons nous arriverons nous aussi à faire faire à nos fils de cultivateurs un travail digne de rois, ce qui leur rappellera que le premier agriculteur, Adam, a lui aussi été un jour le roi de la terre.

Cette étude est déjà trop longue. Cependant, avant de la clore, je veux répondre à une question que nous ont posée quelques amis avec lesquels nous avons souvent causé du problème qui est le sujet de la présente étude. Voici cette question: "Quel serait le meilleur mode à suivre pour commencer à mettre en application un système quelconque de cours d'agriculture universitaires ou collégiaux. Bien que nous ne nous sentions pas qualifié à donner la réponse demandée, nous nous risquons cependant à émettre notre idée personnelle, qui est celle-ci:

Il faudrait d'abord ouvrir une carrière officielle aux jeunes agronomes instruits, afin de les encourager à faire des études spéciales en agronomie et en économie rurale. Notre système de cercles agricoles qui fonctionne régulièrement depuis plusieurs années déjà, et celui des Comices agricoles (Farmers' Institutes) qui commence à s'implanter, nécessite l'emploi d'un bon nombre de conférenciers. Rien n'a encore été fait pour former de tels conférenciers. Nos écoles d'agriculture ont besoin de déve-

loppement. Pour activer ce développement il faut aussi des professeurs, et à venir jusqu'à présent l'on n'a rien fait pour en former. Que l'on commence donc par passer une loi permettant à notre Département d'agriculture officiel provincial d'offrir un salaire assuré comme conférencier, comme professeur, à vingt ou vingt-cinq jeunes gens (ce nombre ne serait certainement pas trop grand) qui seraient qualifiés pour remplir ces positions. Puis, qu'on offre à ces jeunes gens le moyen de se qualifier en les mettant à même de suivre des cours d'agronomie et d'économie rurale. Certains qu'ils ont devant eux une carrière ouverte ils se porteront vers les institutions qui leur offriront ces cours et l'on aura, de cette façon, jeté les bases d'une organisation qui nous permettra de travailler à la réforme de l'éducation et de l'instruction des fils de cultivateurs, toujours en vue de l'axiome cité précédemment, posant le principe "qu'il faut que chacun soit instruit selon le milieu dans lequel il doit vivre".

Comme mouvement initial de l'organisation de ces cours, l'on pourrait débiter par un cours d'économie rurale et d'agronomie en quarante ou cinquante leçons données dans nos écoles normales de garçons et auxquelles serait admis à assister gratuitement, le public. Ce même cours modifié, serait aussi donné, séparément, dans nos écoles normales de filles, mais sans admission pour le public.

Puis, pour atteindre la jeunesse de nos collèges classiques et de nos grandes écoles dites commerciales, et leur faire envisager l'agriculture comme une carrière ouverte même aux gens instruits, ou du moins, comme une branche de connaissances humaines qu'ils peuvent être appelés, plus tard, à faire apprécier par ceux qui viendront en contact avec eux, une conférence sur l'économie rurale serait donnée chaque année à la classe de rhétorique de chaque collègue et à l'avant-dernière classe des

grandes écoles, et une conférence sur l'agronomie générale serait donnée chaque année à la classe de physique ou dernière classe de chaque collège ainsi qu'à la dernière classe des grandes écoles, et, tous ces cours comporteraient un examen annuel.



LA MOISSON

Il ne me reste plus qu'à ajouter les quelques lignes suivantes, en terminant cette étude: Le commerce et l'industrie, depuis quelque temps, souffrent beaucoup des grèves qui éclatent à tous moments. S'est-on jamais dit que la plupart de ces grévistes qui crient

que les gages qu'ils gagnent ne suffisent plus à rencontrer la cherté de la vie, sont des fils de cultivateurs qui ont déserté le foyer rural? Leur affluence à la ville a rompu l'équilibre, de là ces misères de toutes sortes engendrées par la guerre entre le capital et le travail. Attachons-nous à démontrer qu'il y a, à la campagne, un immense atelier, celui du Bon Dieu, où jamais l'on ne chôme, où l'on est toujours payé en proportion de son travail et où le salaire rencontre toujours tous les besoins, parce que c'est l'atelier lui-même qui fournit amplement les nécessités de la vie à celui qui y travaille. Là, il y a deux équipes, celle du jour qui se compose des ouvriers du Maître, celle de la nuit qui ne se compose que du Maître lui-même qui travaille pendant qu'il permet à ses ouvriers de se reposer. Cette merveilleuse association du capital divin avec le travail humain est la seule qui puisse rétablir l'équilibre rompu des forces de notre société moderne. C'est donc faire l'œuvre de Dieu que de travailler au maintien de cette association. Celui qui fait ce travail mérite aussi de la patrie autant que le soldat qui la défend au prix de son sang. Je trouve cette idée bien noblement exprimée par une de nos gloires littéraires qui vient d'être couronnée par l'Académie française et qui, à la page 168 de son dernier roman, "*L'Oublié*" qui lui a valu cette couronne, écrit ceci: "*Défricher, labourer, semer, c'est la noblesse de la main de l'homme; c'est presque aussi beau que de porter le drapeau.*"

